

*Initiatives ministérielles*

C'est un projet de loi qui n'a l'air de rien et qui ne compte que quelques pages. La page couverture, qui est ornée des symboles habituels et tout au bas du nom du ministre des Finances, porte un titre assez harmonieux. Il n'a rien qui retienne l'attention.

D'un certain point de vue, j'imagine, le projet de loi C-69 est assez simple. Il a pour titre: «Loi modificative portant compression des dépenses publiques.» Autrement dit, il annonce la destruction de ce que nous appelons le Canada. À mon avis, le titre ne correspond pas à la réalité. Le gouvernement a raté le coche. Il aurait peut-être dû parler d'un projet de loi visant à amorcer la destruction du Canada tel que nous le connaissons ou encore à faire perdre aux Canadiens des avantages qu'ils ont acquis au prix de haute lutte, dans certains cas, pendant des générations. Autrement dit, le projet de loi C-69 pourrait avoir toute une série d'autres titres qui conviendraient mieux que celui-ci.

Ayant écouté avec beaucoup d'intérêt les propos qu'ont tenus les députés qui m'ont précédé je puis légitimement conclure que les députés conservateurs ne se sont pas rendus dans leur circonscription respective ces derniers mois car, ils sauraient ce que disent les Canadiens.

Ainsi, le projet de loi traite notamment du Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada. Il s'agit d'un programme qui, pendant des années, a encouragé et favorisé les prospecteurs qui recherchent de nouveaux gisements. C'est sur ce programme que s'élabore en grande partie de notre économie, surtout en Colombie-Britannique. Notre secteur minier figure au deuxième rang en importance pour ce qui est de l'embauche, des investissements et des immobilisations dans notre partie du Canada. Évidemment, il fait appel aux esprits aventureux qui acceptent de se livrer à la prospection.

Les entreprises qui s'adonnent à la prospection sont généralement de petites entreprises. Elles appartiennent le plus souvent à des Canadiens. Ces sociétés ont tendance à garder leurs capitaux au Canada, dans leurs localités et à engager des prospecteurs pour découvrir de nouveaux gisements qu'elles peuvent ensuite exploiter. Autrement dit, elles sont l'âme de l'industrie minière.

Le gouvernement a décidé de ne plus encourager ni prêter main-forte à ces gens-là. Ce sont des personnes dont nous sommes fiers, en tant que Canadiens, parce qu'elles se rendent dans le Nord à bord d'avions Beaver, où elles se déplacent à pied et vivent dans la tourbière.

Elles ont découvert ces énormes gisements miniers qui ont rendu notre pays célèbre dans le monde entier.

Mais le gouvernement ne veut plus encourager les gens à faire cela. Comme vous le savez, madame la présidente, les statistiques indiquent que l'exploration au Canada a diminué dans le domaine du pétrole et du gaz naturel, ainsi que dans le secteur minier. Aussi les activités dans tous les secteurs de ressources primaires diminuent à cause des taux d'intérêt élevés. Les marchés financiers s'effondrent également, aussi on ne peut pas compter sur eux pour fournir des capitaux d'exploration.

Alors que l'exploration connaît une crise grave, le gouvernement déclare: «Nous avons une idée brillante. Nous allons aggraver la situation. Nous allons porter un coup supplémentaire à ce secteur vital de l'économie en supprimant notre aide.» On se demande ce qui pourrait bien pousser le gouvernement, à ce moment critique que connaît l'industrie minière, à rendre la vie encore plus difficile à ceux qui cherchent de nouveaux gisements miniers.

Et ce n'est pas le pire. Je trouve plutôt étrange quand je lis ce projet de loi de voir que le gouvernement a eu une idée, qui lui paraît bonne, pour les années 1990, à savoir supprimer l'appui apporté aux jeunes qui font des études.

Il suffit de regarder ailleurs dans le monde et, en particulier, en Europe, pour s'apercevoir que tous les pays européens investissent dans leur jeunesse; ils investissent dans leurs universités, leurs collèges, leurs écoles professionnelles, leurs écoles techniques et leurs instituts de formation. Ils le font, car ils se rendent compte que pour investir dans leurs jeunes et réinvestir dans ceux qui ne le sont plus tout à fait, mais qui ont quand même besoin de nouvelles compétences, afin de répondre aux exigences de l'économie basée sur les compétences des années 1990, ils doivent être prêts à investir dans leurs collèges, les universités et leurs établissements postsecondaires.

L'Europe le fait. Les pays d'Extrême-Orient comme le Japon, un concurrent important sur les marchés internationaux, investissent énormément dans ce qu'ils savent être leur plus importante ressource, les gens. Nous devons être le seul pays au monde qui réduit les crédits consacrés à l'enseignement, les fonds que nous versons normalement à nos universités et à nos collèges. Je trouve cela pratiquement incroyable.

Je vais vous raconter une petite histoire, monsieur le Président. Au cours des dernières semaines, je me suis fait un devoir de me rendre dans un certain nombre d'écoles secondaires de ma circonscription. Je me suis